

Press Information - Press Information

Projet d'OPA d'Alcoa sur Alcan : les syndicats européens se mobilisent

Le 21 juin 2007, les syndicats et les représentants des salariés de Alcan et de Alcoa en France, Espagne, Allemagne, République Tchèque, Italie, Suisse et au Royaume-Uni ont débattu du projet d'OPA et décidé d'une stratégie commune sous l'égide de la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM) à Bruxelles.

Ils ont unanimement dénoncé une opération spéculative qui se déroule dans le plus grand mépris des intérêts des salariés et de l'emploi bien que très rentable pour les actionnaires. Ils ont condamné une logique financière de court terme qui, quelque soit l'issue de l'OPA, va inévitablement grever les capacités d'investissement et de développement des deux groupes, et menacer des emplois.

Face à la détermination des dirigeants de Alcoa, les syndicats européens ont réaffirmé leur volonté de participer à la pérennisation et au développement d'une industrie de l'aluminium en Europe qui prenne en compte les intérêts de toutes les parties prenantes et notamment des salariés.

Au cours de la rencontre, ils ont fait part de:

- Leurs inquiétudes pour l'emploi et l'indépendance industrielle de l'Europe ;
- La nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes ;
- Leurs propositions pour façonner l'avenir

Des inquiétudes pour l'emploi et pour l'indépendance industrielle de l'Europe

Pour les syndicats européens, ce projet d'OPA constitue un danger grave pour les salariés et l'emploi dans les deux groupes. Ils craignent que :

- le milliard de synergies annoncé par la direction de Alcoa ne trouve sa traduction que dans des suppressions d'emplois, des cessions et des restructurations.
- le coût élevé de cette opération ne conduise à des cessions rapides d'activités visant à répondre aux inéluctables exigences de désendettement.
- les choix stratégiques déjà opérés par Alcoa par le passé soient à terme une menace pour certaines activités et notamment pour les 31 000 salariés employés dans l'emballage, activité dont Alcoa s'est déjà désengagé, ou pour ceux de l'extrusion, en cours de désengagement.
- les exigences des autorités de la concurrence liées à des positions dominantes sur certains marchés impliquent des cessions d'activités importantes et fragilisantes pour les activités concernées

Alors que la direction d'Alcoa a pris des engagements forts sur le transfert des sièges et des activités de R&D vers le continent nord américain, les syndicats européens s'inquiètent de la perte d'indépendance de l'Europe en matière d'aluminium.

Press Release

En effet, il est essentiel que l'Europe conserve la maîtrise de sa capacité de recherche et développement dans l'aluminium compte tenu des enjeux stratégiques que cette industrie représente pour d'autres filières industrielles telles que l'aéronautique, l'automobile et l'emballage.

Pour une prise en compte de toutes les parties prenantes

Les syndicats européens confirment leur volonté de participer à la pérennisation et au développement d'une industrie de l'aluminium en Europe génératrice d'emplois stables et de qualité. Ils expriment les mêmes exigences pour l'industrie de l'emballage génératrice de nombreux emplois, activité indispensable à nos productions alimentaires locales et à la préservation de l'hygiène et de la santé publique.

Ils exigent des directions des deux groupes qu'elles respectent leur engagement en faveur du dialogue social européen au travers de leurs comités d'entreprise européens. Ils attendent des directions qu'elles informent les représentants des salariés et qu'elles prennent en compte leur avis avant la prise de décision finale.

Ils refusent les suppressions d'emplois, cessions et restructurations qui pourraient découler de cette opération, ou de tout autre projet alternatif. D'ores et déjà, ils demandent des garanties sur le maintien des sites industriels et des centres de recherche et développement, la cohérence industrielle et l'emploi dans un souci de pérenniser une composante essentielle de l'industrie de l'aluminium en Europe.

Alors que de nombreuses garanties ont déjà été données aux actionnaires et aux autorités diverses, il est urgent que les directions des deux groupes prennent aussi leurs responsabilités envers les salariés. Il est urgent qu'elles prennent, dès maintenant, des engagements forts pour éviter que les salariés payent au prix fort les conséquences de cette opération. La coordination syndicale européenne et les Comités d'entreprise européens, présenteront des revendications aux deux directions en matière de maintien des emplois, des sites et des conditions de travail. Elle interpellera également les pouvoirs publics européens pour qu'ils s'assurent que l'emploi, l'avenir industriel de l'Europe, et les investissements, soient au cœur des préoccupations dans cette affaire.

Ensemble forgeons l'avenir

Les syndicats et les représentants des salariés ont réaffirmé la nécessité de renforcer leurs efforts de coordination au niveau européen pour préserver une industrie européenne de l'aluminium, et assurer une meilleure prise en compte des intérêts des salariés. La coordination syndicale européenne a décidé de:

- Mener dans tous les pays et tous les sites des actions d'information pour sensibiliser les salariés aux enjeux et risques de cette opération. Ces actions se dérouleront autour du 10 juillet, date à laquelle l'offre d'Alcoa prend fin.
- Mettre en place un réseau d'information entre les représentants des salariés et notamment entre les CEE pour assurer la transparence de l'information.

Press Release

- Interpeller les pouvoirs publics européens et notamment les Directions Générales de la Commission européenne pour l'emploi et pour les entreprises sur les enjeux que comporte une telle opération pour l'emploi et l'industrie européenne. Il s'agira également d'alerter les autorités européennes des risques de la politique énergétique menée actuellement ainsi que des excès liés à la financiarisation accrue des entreprises. Ces initiatives seront relayées au niveau des gouvernements nationaux.
- Interpeller la Direction Générale pour la concurrence pour faire entendre la voix des salariés conformément au droit prévu en la matière.
- Interpeller les directions d'Alcoa et d'Alcan à travers la FEM et les deux CEE pour exposer leurs revendications en faveur d'une meilleure prise en compte des intérêts des salariés.
- Demander la tenue d'une réunion extraordinaire conjointe des deux CEE, sur les enjeux et les perspectives d'une telle opération.

Enfin, la coordination syndicale n'a pas exclu la possibilité d'organiser des actions de mobilisation à travers toute l'Europe si cela s'avérait nécessaire.

Les syndicats européens attendent des signaux clairs et concrets en direction des salariés d'Alcoa et d'Alcan.

Ils veulent des garanties pour les emplois et l'avenir des salariés.

A l'heure du renforcement de la construction européenne, ils veulent des garanties sur le maintien d'une industrie européenne de l'aluminium performante, stratégique et indépendante.

PRESSE 41/2007

La FEM est un organe représentatif défendant les intérêts des travailleurs de l'industrie métallurgique en Europe. La FEM dispose d'un mandat de coordination et de représentation externes des syndicats de la métallurgie ainsi que d'un mandat lui permettant d'engager des négociations au niveau européen.

Pour plus d'informations, merci de vous adresser à :
Rédacteur, Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM

3/3